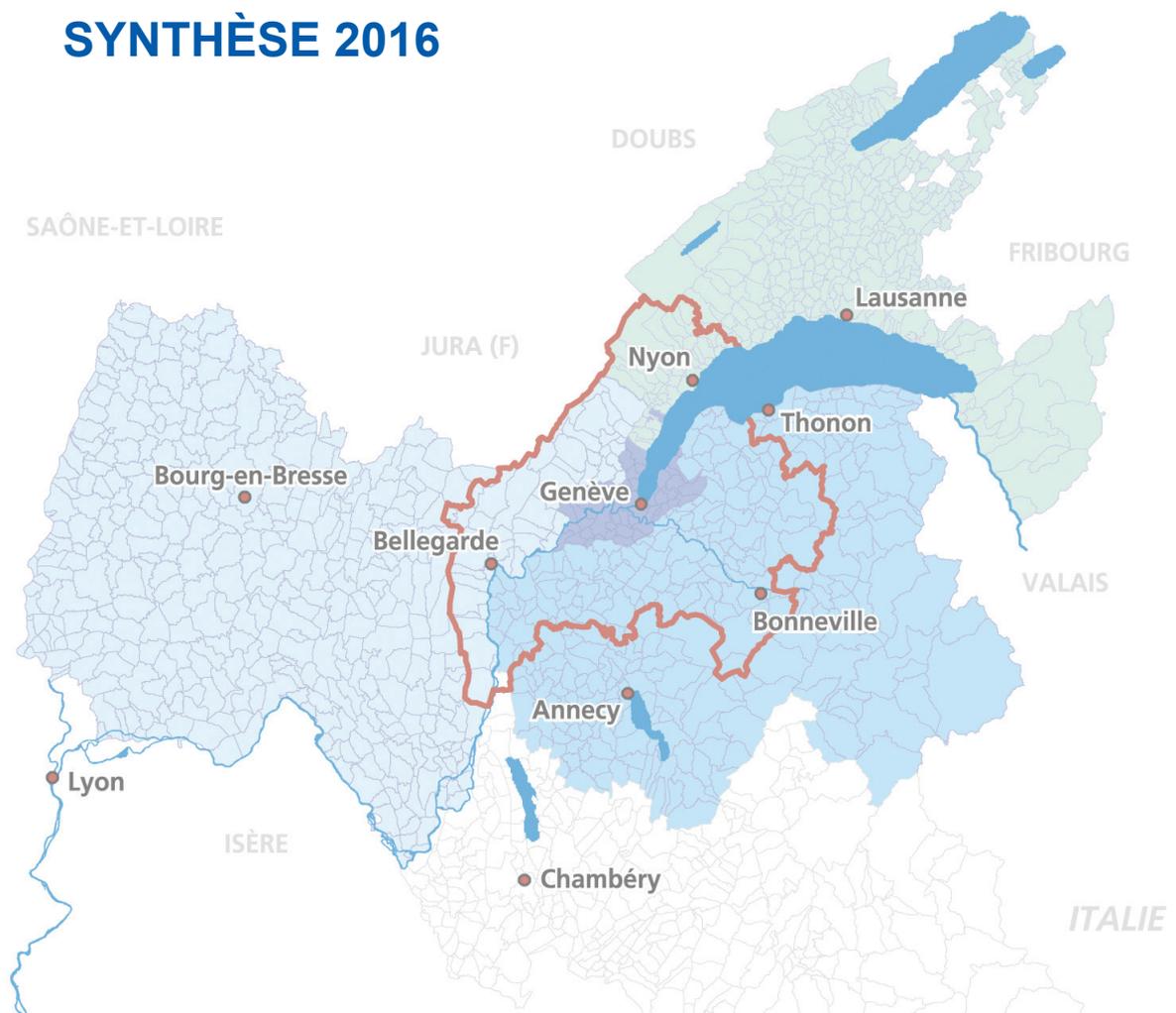




OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSE 2016



Ain - Haute-Savoie – Genève - Vaud

OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

SOMMAIRE

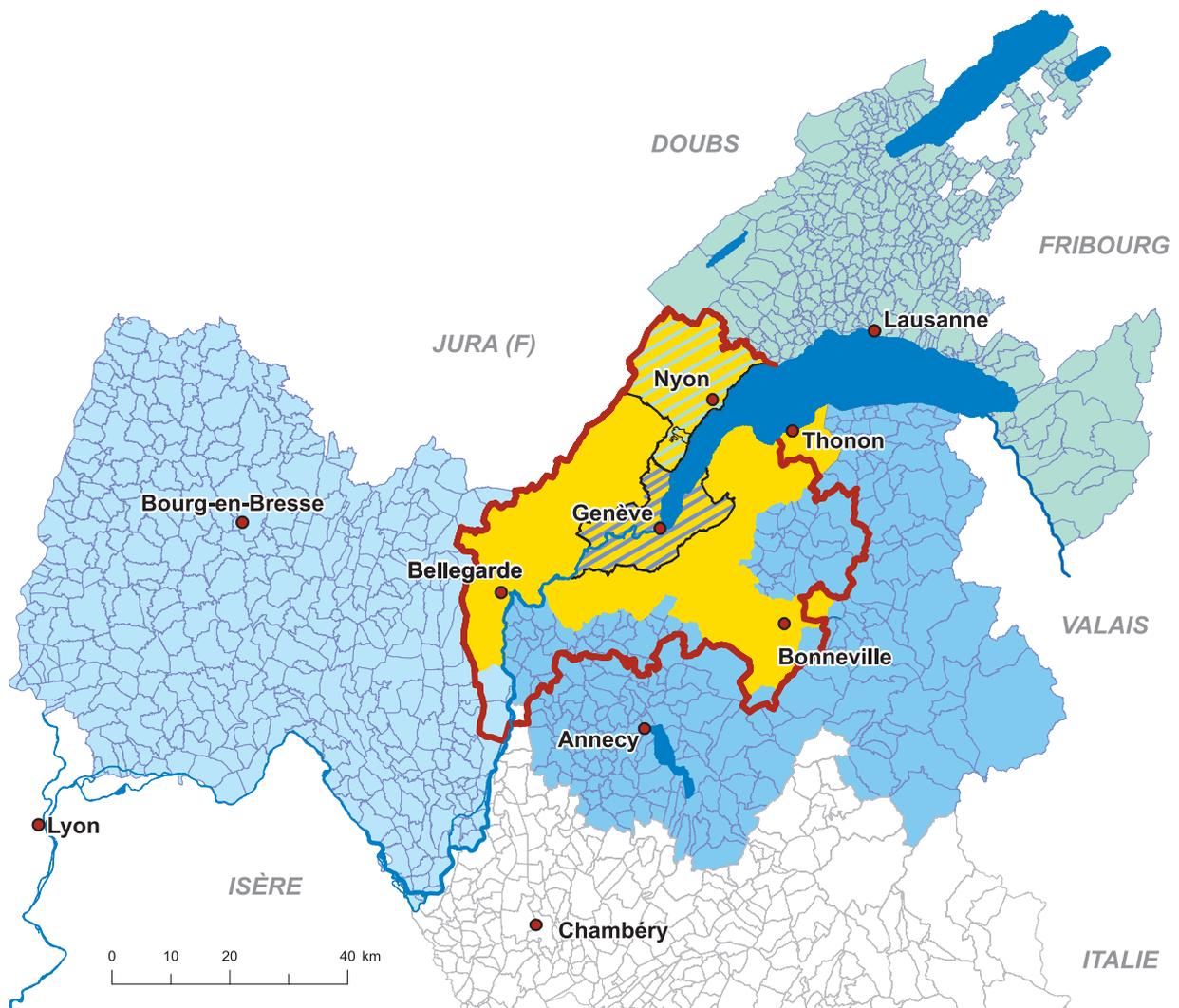
En bref	5
Territoires observés	6
1. Population	8
Démographie	8
Conditions de vie	10
2. Marché du travail	11
Emploi	11
Frontaliers et navetteurs	12
Chômage	14
Etablissements et emplois	16
3. Logement	17
Chiffres clés	20
Liste et sources des graphiques et des cartes	21

Chiffres arrêtés au 31 août 2016

Espace transfrontalier genevois et Grand Genève

-  Canton de Genève
-  District de Nyon (canton de Vaud)
-  Reste du canton de Vaud
-  Département de l'Ain
-  Département de la Haute-Savoie
-  Grand Genève
-  Espace transfrontalier genevois

Source : OST, Grand Genève



EN BREF

La population continue d'augmenter fortement dans le Territoire franco-valdo-genevois. Elle s'est accrue de 308 000 habitants entre 2006 et 2015, soit de 1,4 % chaque année en moyenne. Ce rythme est élevé en comparaison de celui auquel évoluent les populations suisse et française.

Très attractif, l'espace resserré autour de la frontière connaît un essor démographique encore plus rapide (+ 1,6 % en moyenne annuelle entre 2008 et 2013). Au 1^{er} janvier 2013, 957 000 personnes résident ainsi dans l'Espace transfrontalier genevois, composé du canton de Genève, du district de Nyon et de la zone d'emploi du Genevois français.

Le nombre d'emplois dans l'Espace transfrontalier progresse entre 2010 et 2013. La croissance reste particulièrement dynamique dans le Genevois français (+ 2,3 % en 2013). Elle est plus modérée dans le canton de Genève (+ 1,3 %). Les actifs travaillant dans les cantons de Genève et de Vaud tout en résidant en France sont toujours plus nombreux. En 2013, les départements de l'Ain et la Haute-Savoie regroupent ainsi plus de 100 000 actifs transfrontaliers.

Sur le plan du logement, les ventes de logements neufs rebondissent dans le Genevois français en 2015, tout comme les mises en chantier. Celles-ci retrouvent une valeur proche de la moyenne des dix dernières années. Dans le canton de Genève, en revanche, elles sont en léger recul : 1 200 logements ont été commencés en 2015, un niveau inférieur à celui observé en moyenne entre 2000 et 2014.

TERRITOIRES OBSERVÉS

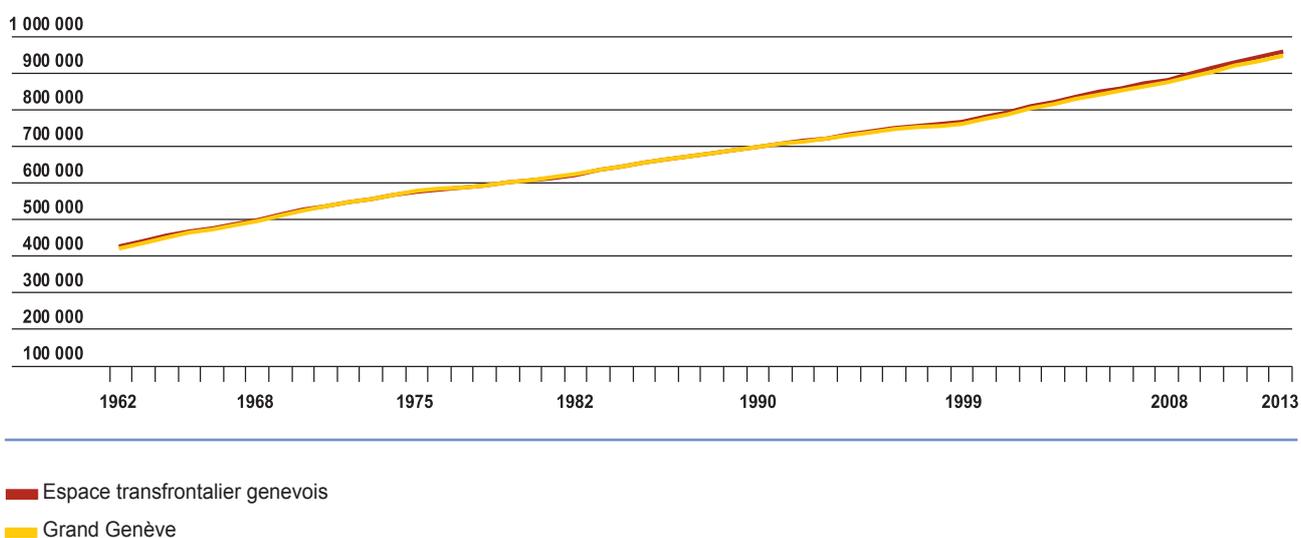
L'OST s'attache à décrire la région transfrontalière selon deux périmètres. Le plus restreint, l'« Espace transfrontalier genevois », inclut, côté Suisse, le canton de Genève et le district de Nyon et, côté France, la zone d'emploi du Genevois français. Il s'insère dans un ensemble institutionnel de référence, constitué des cantons de Genève et de Vaud et des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, nommé le « Territoire franco-valdo-genevois ».

La zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Les déplacements domicile-travail appréhendés de commune à commune constituent les données de base pour la détermination de ce zonage. Pour le Genevois français, les flux

vers la Suisse ont été pris en compte. Ce découpage du territoire est particulièrement adapté aux études locales sur l'emploi et le tissu productif.

Depuis 2012, le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois se nomme désormais « Grand Genève ». Les communes incluses dans le « Grand Genève » se trouvent toutes dans le « Territoire franco-valdo-genevois » défini par l'OST. Seules sept communes du « Grand Genève » ne se trouvent pas dans l'« Espace transfrontalier genevois » : Allinges, Anthy-sur-Léman, Armoy, Lyaud, Margencel, Orcier, Thonon-les-Bains et Marignier. Les territoires du « Grand Genève » et de l'« Espace transfrontalier genevois » sont comparables aussi bien en termes de population que de dynamique démographique.

G 01 - Evolution de la population dans l'Espace transfrontalier genevois et le Grand Genève, depuis 1962



Pour comprendre les statistiques françaises de population et leur usage

En France, la source statistique de référence pour connaître le nombre d'habitants d'un territoire est le recensement de la population. La méthode mise en œuvre depuis 2004 permet d'actualiser chaque année les populations légales de toutes les circonscriptions administratives françaises (communes, départements, régions...). Les populations légales millésimées « n » sont authentifiées par décret et publiées en décembre de l'année « n+2 » pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivante. Les populations légales millésimées 2013 de l'ensemble des communes françaises sont ainsi entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2016 ; leur date de référence statistique est le 1^{er} janvier 2013. Les populations légales ne sont pas seulement utilisées en statistique, elles sont aussi retenues pour l'application de nombreux textes législatifs ou réglementaires.

En complément, un dispositif d'estimations de population permet de fournir des chiffres plus récents pour la France, les régions et les départements. En janvier de l'année « n+1 » sont publiées les premières estimations de population régionales et départementales au 1^{er} janvier de l'année « n ». Les dernières estimations disponibles pour les régions et départements français sont relatives à l'année 2015. Contrairement aux populations légales, les estimations de population sont des données provisoires, produites exclusivement à des fins statistiques. Ces estimations consistent à actualiser les chiffres tirés du recensement en s'appuyant notamment sur les naissances et les décès comptabilisés à partir de l'état civil. Elles sont par exemple utilisées pour le calcul des différents indicateurs démographiques (taux de natalité, taux de mortalité, indicateur conjoncturel de fécondité, espérance de vie...).

POPULATION

Démographie

La population du Territoire franco-valdo-genevois augmente fortement depuis 2006

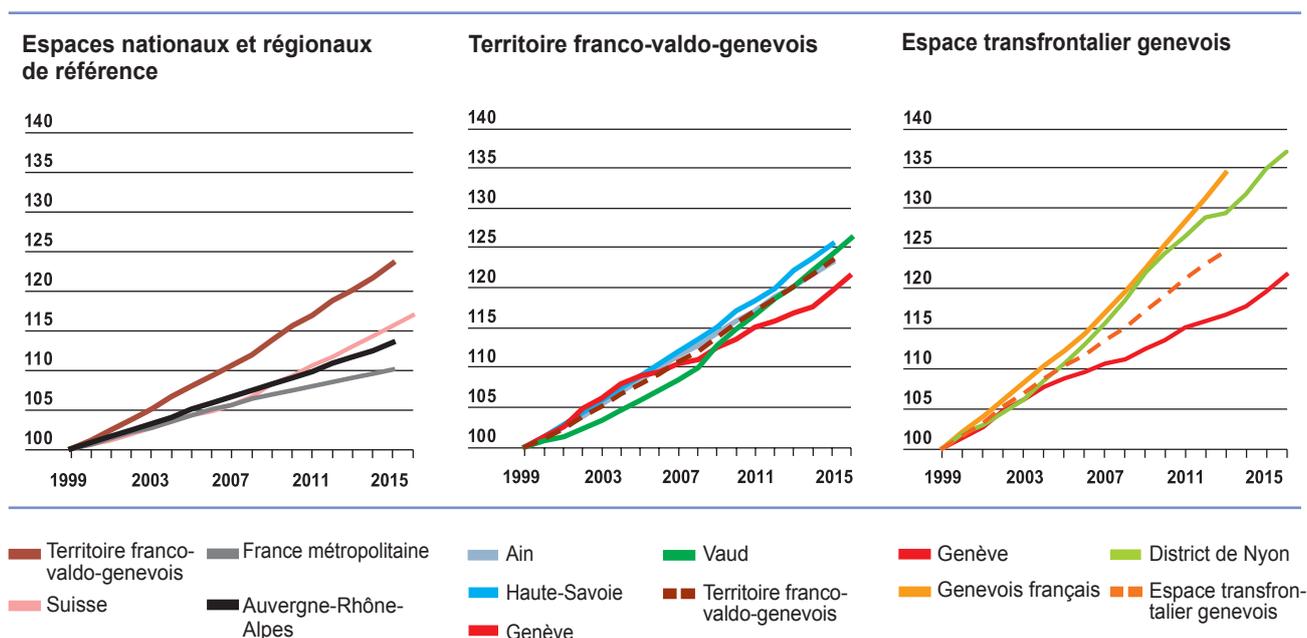
Au 1^{er} janvier 2015, la population du Territoire franco-valdo-genevois, qui comprend les cantons de Genève et de Vaud ainsi que les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, est estimée à 2 663 200 habitants. Elle progresse en moyenne de 1,4 % par an depuis 2006, soit de 308 400 personnes en neuf ans. Cette croissance est rapide au regard de celle que connaissent au cours de la même période la Suisse (+ 1,1 %), la région Auvergne-Rhône-Alpes (+ 0,8 %) et, plus encore, la France métropolitaine (+ 0,5 %).

Le canton de Vaud est le territoire le plus dynamique : sa population s'accroît de + 1,7 % par an en moyenne au cours de la période 2006-2015. L'Ain et la Haute-Savoie affichent des taux respectifs de + 1,3 % et + 1,4 % et figurent ainsi parmi les départements français avec la plus forte croissance démographique. Le nombre d'habitants

progresse un peu moins vite dans le canton de Genève (+ 1,0 %).

Les migrations résidentielles constituent le principal apport de population. Le nombre de personnes venues s'installer dans le Territoire franco-valdo-genevois entre 2006 et 2014 dépasse d'environ 200 000 le nombre de celles qui en sont parties. Ce solde migratoire assure ainsi les deux tiers de la croissance démographique, le tiers restant correspondant à l'excédent des naissances par rapport aux décès. La composante migratoire contribue plus ou moins fortement à la croissance démographique selon les territoires. Elle est un moteur particulièrement important dans le canton de Vaud, où 78 % de la population supplémentaire provient des migrations, tandis qu'en Haute-Savoie la proportion est de 56 %. Elle atteint 60 % dans le canton de Genève et 62 % dans le département de l'Ain.

G 02 - Evolution de la population depuis 1999 (janvier 1999 = 100)



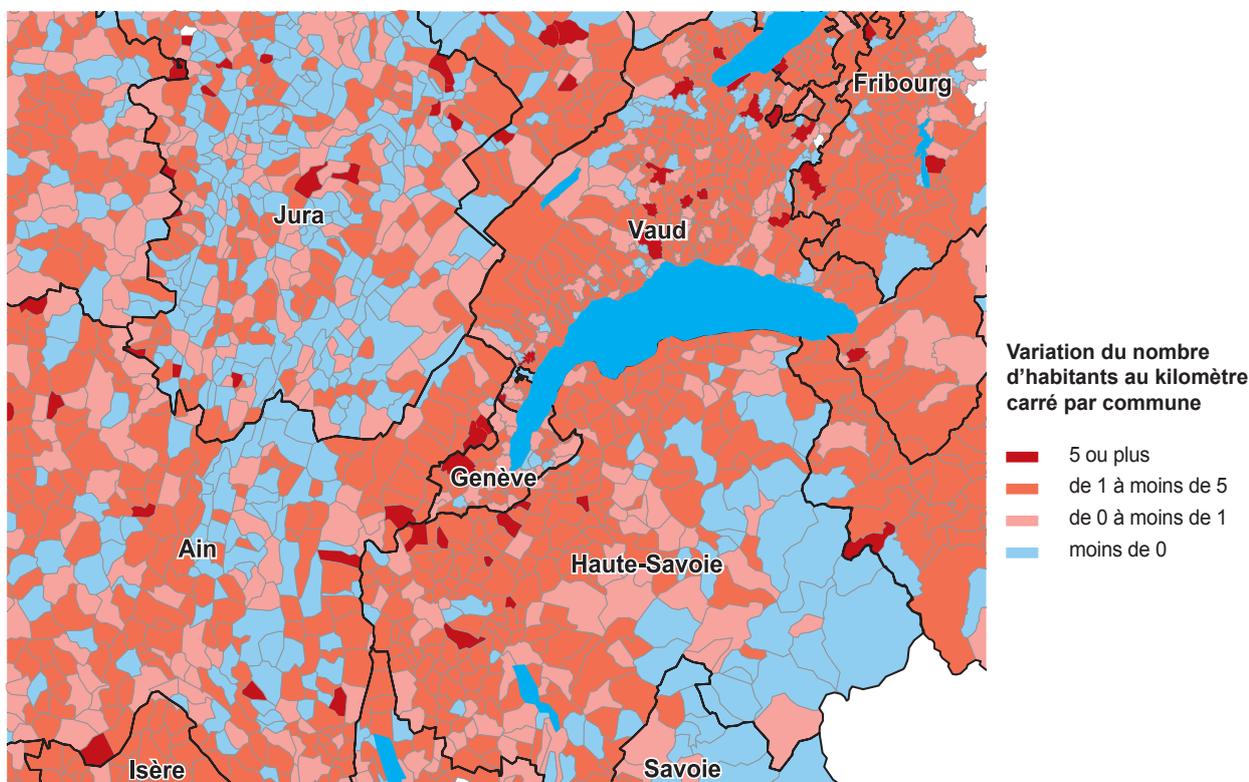
Au 1^{er} janvier 2013, 957 000 personnes habitent l'Espace transfrontalier genevois, constitué de la zone d'emploi du Genevois français, du canton de Genève et du district de Nyon. La population augmente de 1,6 % en moyenne par an entre 2008 et 2013. La croissance de population est plus importante dans le Genevois français et le district de Nyon, avec respectivement + 2,4 % et + 1,8 % par an en moyenne, que dans le canton de Genève (+ 1,0 %). L'évolution de la population dans l'Espace transfrontalier genevois repose principalement sur les migrations résidentielles : 66 % de l'augmentation provient du solde migratoire.

L'Espace transfrontalier continue de se densifier. En 2013, ce territoire abrite 360 habitants au km². Le canton de Genève, sa partie la plus dense, compte 1 666 hab./km². Dans le district de Nyon et le Genevois français, en périphérie, les densités sont bien moins élevées (respectivement 291 hab./km² et 191 hab./km²) mais progressent plus rapidement que dans le canton de Genève.

Plus de 21 000 nouveaux arrivants en un an dans le Genevois français

Au 1^{er} janvier 2013, 21 160 personnes habitant dans le Genevois français n'y résidaient pas un an plus tôt¹. Parmi elles, 7 460 vivaient précédemment à l'étranger, dont un peu plus de la moitié en Suisse (52 %, soit 3 860 personnes). Les activités internationales implantées à Genève drainent cependant des actifs en provenance des cinq continents. En un an, la zone d'emploi du Genevois français a ainsi accueilli 2 230 personnes en provenance du reste de l'Europe, 500 du continent américain, 400 d'Asie, 380 d'Afrique et une centaine d'Océanie. Les départs vers l'étranger n'étant pas connus, il n'est pas possible d'établir un bilan migratoire avec la Suisse ni d'autres pays étrangers. En revanche, le Genevois français est gagnant au jeu des échanges avec le reste de la France métropolitaine. En un an, il a enregistré 13 540 arrivées pour 10 320 départs, ce qui représente un excédent migratoire de 3 220 personnes.

C 01 - Variation annuelle moyenne de la densité de la population, entre 2008 et 2013



¹ L'analyse des migrations résidentielles porte uniquement sur la population âgée d'un an ou plus.

Le nombre d'émigrés du canton de Genève repart à la hausse en 2015

En 2015, 21 400 personnes ont quitté le canton de Genève pour s'installer ailleurs, en Suisse ou à l'étranger. Ce chiffre est proche de la moyenne 2006-2014 (22 300 personnes), et sensiblement plus élevé que celui observé l'année précédente

(17 900 émigrés). Le nombre d'ex-résidents genevois qui se sont installés dans le district de Nyon s'élève à 1 400 et dans le Genevois français à 1 800. Si le nombre total d'émigrés est exhaustif, les résultats par destination sont partiels, tous les émigrés n'indiquant pas le lieu de leur nouvelle résidence.

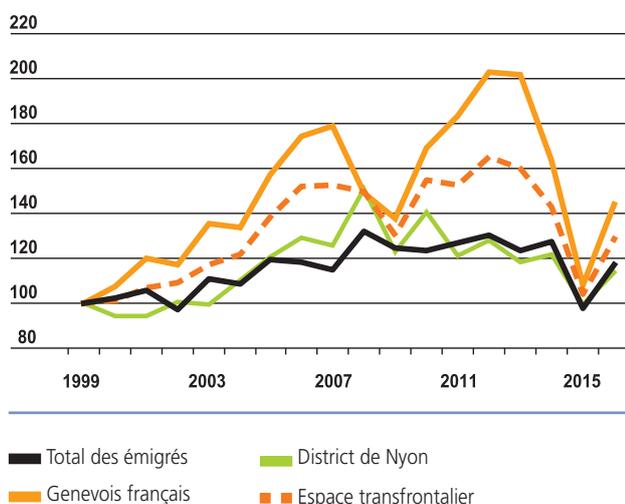
Conditions de vie

En 2014, 3 200 résidents du Genevois français perçoivent le RSA socle (champ comparable à celui de l'ex-RMI), soit 6,1 % de plus que l'année précédente. La hausse du nombre d'allocataires ralentit par rapport à 2013 mais reste plus forte que dans les zones d'emploi voisines. Dans celle de la Vallée de l'Arve notamment, le nombre de bénéficiaires diminue (- 2,3 %).

En 2014, le taux d'aide sociale au sens large dans le canton de Genève s'établit à 13,6 %, en légère augmentation par rapport à 2013 (13,4 %). Le nombre de bénéficiaires s'élève à 63 900 personnes, dont 15 900 âgées de moins

de 18 ans. Le taux d'aide sociale au sens large, calculé par l'Office fédéral de la statistique, porte sur la part des habitants du canton de Genève qui ont bénéficié d'au moins une des prestations suivantes : prestations complémentaires cantonales à l'AVS et l'AI (assurance-vieillesse, survivants et assurance-invalidité), avance de pensions alimentaires, prestations complémentaires familiales, allocations de logement et aide sociale au sens strict. Une personne qui reçoit plusieurs prestations n'est comptabilisée qu'une fois.

G 03 - Evolution du nombre d'émigrés du canton de Genève, par destination (fin 1998 = 100)



MARCHÉ DU TRAVAIL

Emploi

L'emploi stagne en France mais progresse en Suisse

En 2014¹, l'emploi en France métropolitaine reste atone (+ 0,1 %) : l'emploi salarié stagne, tandis que l'emploi non salarié progresse de 1,3 %. L'emploi dans la région Auvergne-Rhône-Alpes augmente quant à lui légèrement (+ 0,3 %). En Suisse, la croissance de l'emploi ralentit un peu : + 1,0 % contre + 1,2 % en 2013.

Dans le territoire franco-valdo-genevois, l'emploi croît moins vite en 2014 que les années précédentes (+ 1,1 %), sous l'effet d'un ralentissement de la croissance dans les départements français. L'emploi ne progresse plus que de 0,6 % dans l'Ain et de 0,3 % en Haute-Savoie. Côté suisse, la croissance reste à un niveau élevé à Genève (+ 1,6 %) et dans le

canton de Vaud (+ 1,5 %). En revanche, elle ralentit ensuite à Genève en 2015 (+ 1,1 %) et l'emploi diminue dans le canton de Vaud (- 0,9 %).

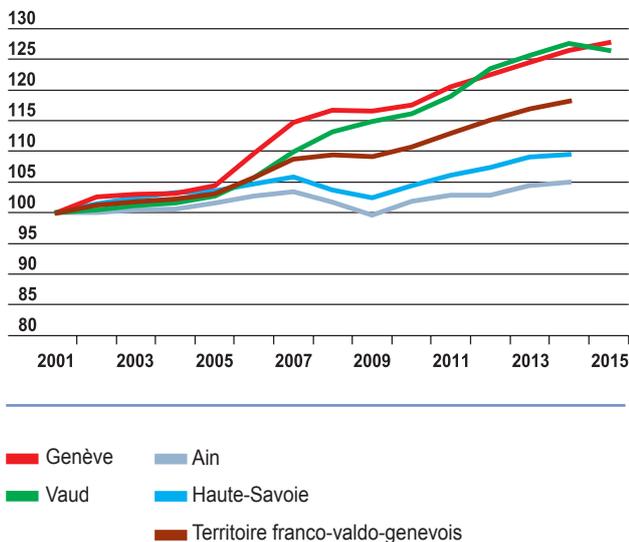
La croissance de l'emploi reste vive dans le Genevois français

Dans le Genevois français, la croissance de l'emploi s'accélère en 2013 (+ 2,3 %), portée par le dynamisme de l'emploi salarié (+ 2,1 %). L'emploi non salarié augmente un peu moins qu'en 2012, mais sa hausse reste soutenue (+ 3,3 %). Dans l'emploi salarié, l'ensemble des secteurs gagnent des emplois, y compris l'industrie (+ 0,7 %). Le secteur industriel rompt ainsi avec quatre années de baisse consécutives.

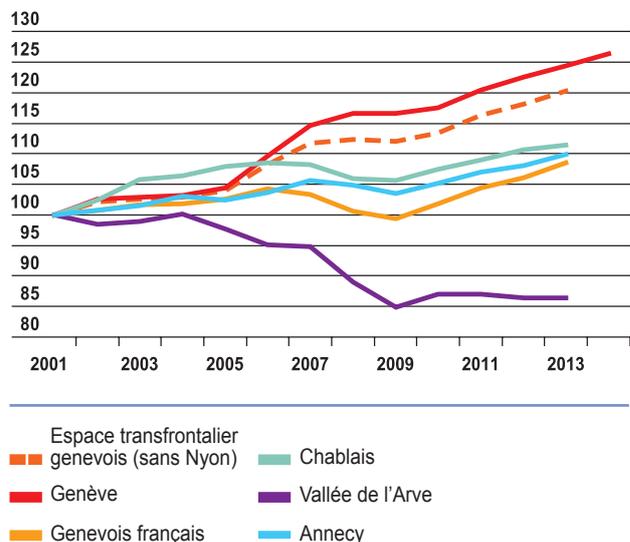
¹ Données provisoires.

G 04 - Evolution de l'emploi (fin 2001 = 100)

Territoire franco-valdo-genevois



Espace transfrontalier genevois et zones d'emploi voisines



Frontaliers et navetteurs

Pour venir travailler à Genève, huit actifs transfrontaliers sur dix utilisent la voiture

Au 1^{er} janvier 2013, 92 700 actifs transfrontaliers résidant en France travaillent dans le canton de Genève, soit 24 % de plus qu'en 2008. Ils résident en majorité dans les départements de la Haute-Savoie (72 %) et de l'Ain (25 %). Le nombre d'actifs transfrontaliers résidant en France et travaillant dans le canton de Vaud s'élève à 23 400 personnes, soit 33 % de plus qu'en 2008. Leur provenance géographique est plus variée que dans le cas du canton de Genève : 31 % vivent dans le Doubs, 26 % en Haute-Savoie, 20 % dans l'Ain et 18 % dans le Jura.

Les actifs transfrontaliers du canton de Genève se rendent à leur travail principalement en voiture (80 %). Ils sont 13 % à utiliser les transports en commun. On observe une légère diminution des trajets en voiture par rapport à 2008 (- 3 points de pourcentage) et une augmentation de l'utilisation des transports en commun (+ 2 points). Il n'y a pas de différences notables de mode de déplacements entre les actifs transfrontaliers résidant dans l'Ain et ceux résidant en Haute-Savoie.

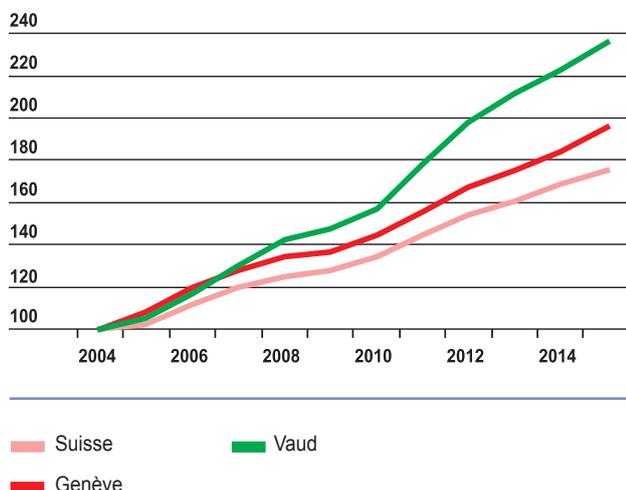
Le nombre de navetteurs venant travailler à Genève depuis un autre canton suisse reste stable

En 2014, 27 000 navetteurs viennent travailler à Genève depuis un autre canton suisse (hors fonctionnaires internationaux), un chiffre stable par rapport aux années précédentes. Leur provenance ne varie pas non plus : la majorité (86 %) réside dans le canton de Vaud, et plus particulièrement dans le district de Nyon (51 % des navetteurs), loin devant le canton du Valais (7 % des navetteurs). De manière générale, les navetteurs venant travailler à Genève sont 55 % à utiliser le train et 39 % la voiture.

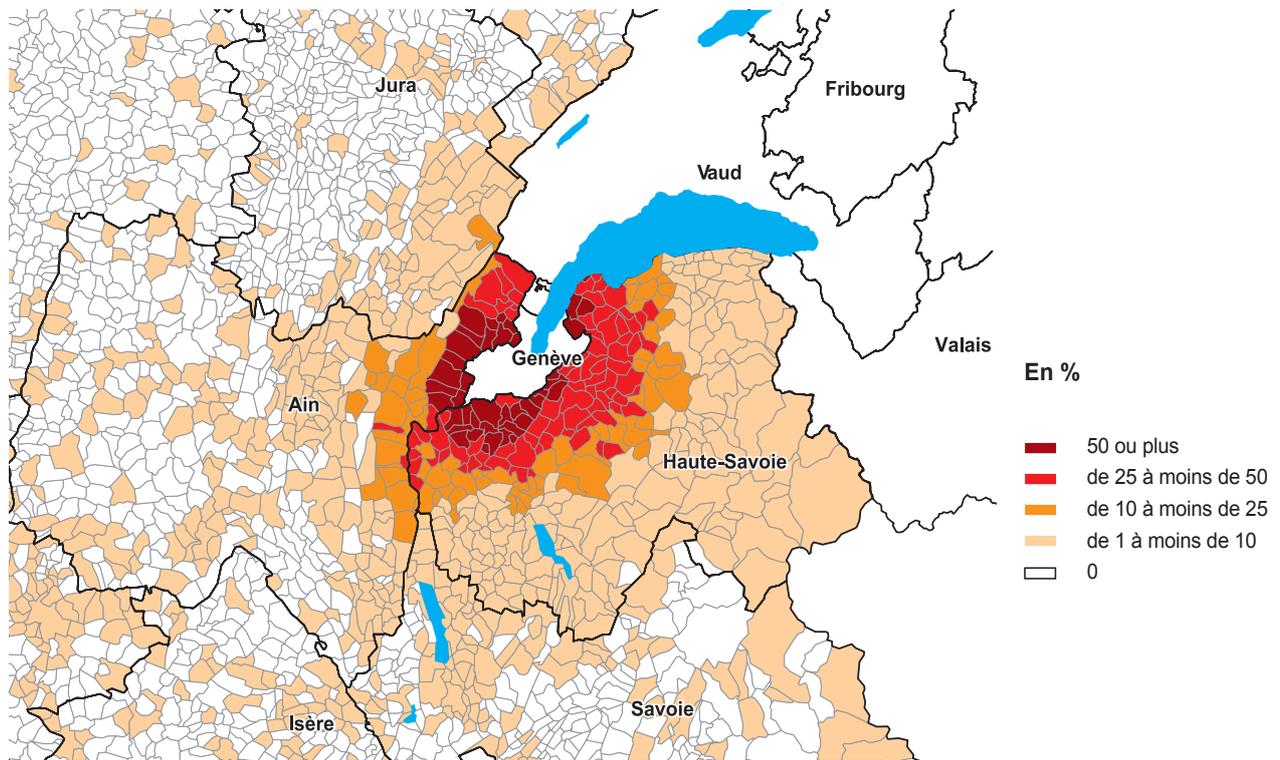
La croissance du nombre de frontaliers étrangers actifs dans le canton de Genève ne faiblit pas en 2015

En 2015, le nombre de frontaliers étrangers actifs dans le canton de Genève s'élève à 81 400, soit 6,4 % de plus que l'année précédente. Les frontaliers étrangers actifs regroupent les personnes qui ne résident pas en Suisse et qui ont besoin d'un permis de travail (permis frontalier) pour y exercer une activité professionnelle. Les personnes de nationalité suisse ou les fonctionnaires internationaux n'en font donc pas partie.

G 05 - Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse (fin 2004 = 100)



C 02 - Part d'actifs travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises, en 2013



Chômage

En 2015, à l'échelon national, le taux de chômage recule légèrement en France tandis qu'il augmente en Suisse

Le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 9,9 % au dernier trimestre 2015 en France métropolitaine. Il recule de 0,2 point par rapport à la fin de l'année précédente. En Auvergne-Rhône-Alpes, la baisse est un peu moins forte (- 0,1 point en un an) mais la population active reste moins touchée par le chômage (8,9 %) qu'en France.

En Suisse, le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 4,7 % au dernier trimestre 2015, en augmentation de 0,6 point en un an.

Comme en France métropolitaine, le taux de chômage se replie légèrement dans le Genevois français pour atteindre 7,7 % au 4^e trimestre 2015 (- 0,1 point par rapport au 4^e trimestre 2014). Les zones d'emploi voisines ainsi que les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie suivent la même trajectoire.

Dans le canton de Genève, le taux de chômage² augmente de 0,3 point en un an et atteint 5,6 % au dernier trimestre 2015. Le taux de chômage dans le district de Nyon s'établit à 3,6 % au 4^e trimestre 2015 comme au 4^e trimestre 2014.

Le nombre de chômeurs transfrontaliers augmente à nouveau en 2015

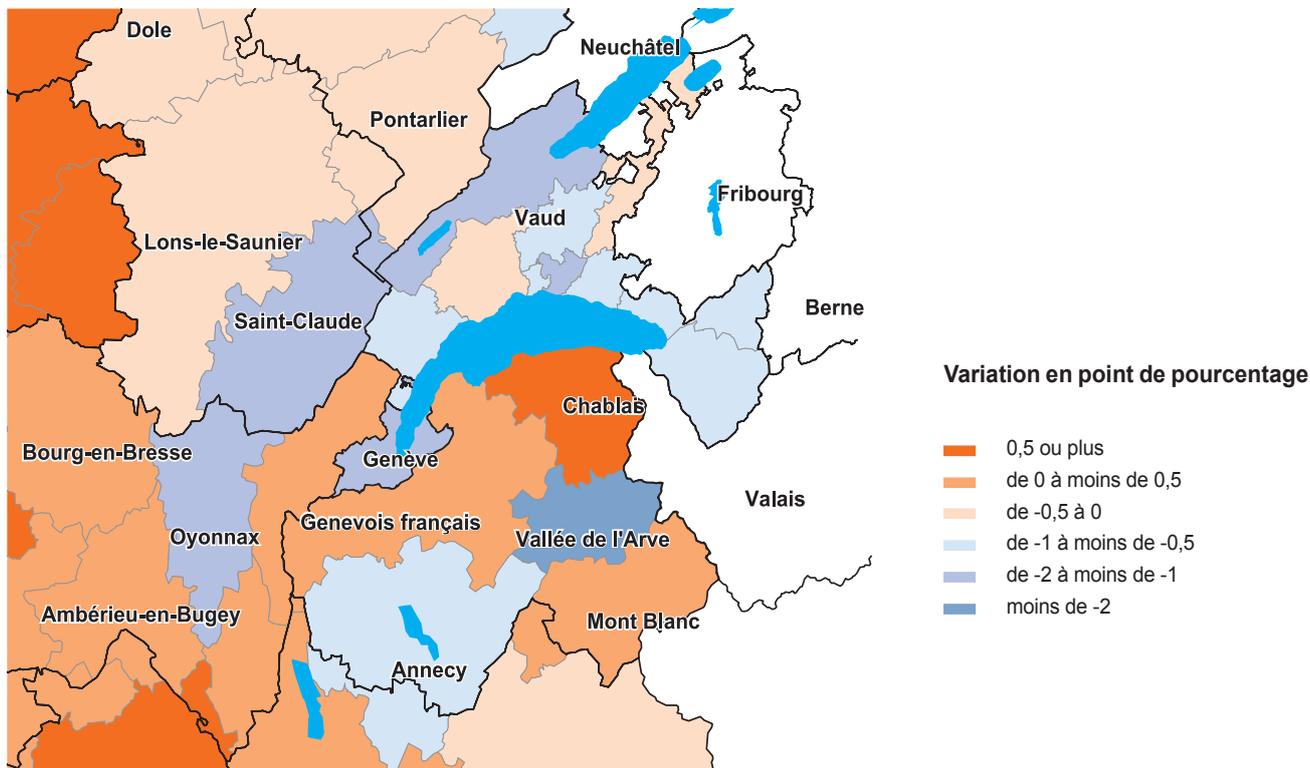
Le nombre de chômeurs transfrontaliers³ de l'Ain et de la Haute-Savoie ne cesse d'augmenter depuis 2010. On en dénombre 9 400 au dernier trimestre 2015, soit 750 de plus qu'au même trimestre de l'année précédente (+ 8,7 %). Dans l'Ain, cette catégorie de chômeurs représente 7,8 % de l'ensemble des chômeurs et en Haute-Savoie 20,4 %.

L'évolution du nombre de chômeurs transfrontaliers est un peu plus marquée en Haute-Savoie (+ 9,0 % en un an) que dans l'Ain (+ 7,4 %).

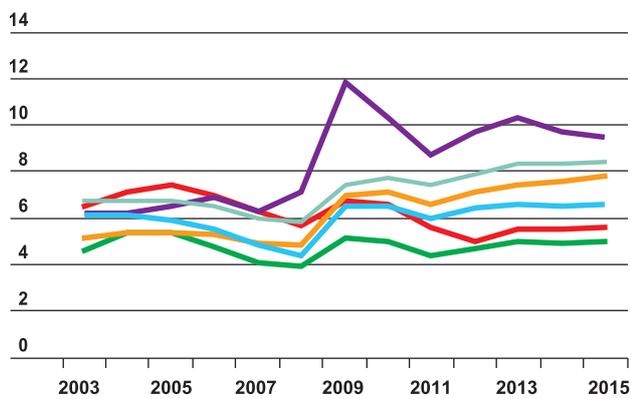
² En Suisse, le taux de chômage par canton ne prend en compte que les chômeurs inscrits dans un Office régional de placement (ORP). Son niveau n'est donc pas directement comparable aux taux de chômage au sens du BIT et au taux de chômage français.

³ Chômeurs indemnisés par Pôle emploi dont le dernier emploi se trouvait en Suisse, quelle que soit leur nationalité.

C 03 - Evolution du taux de chômage par zone d'emploi (France) et canton ou district (Suisse), entre 2009 et 2015

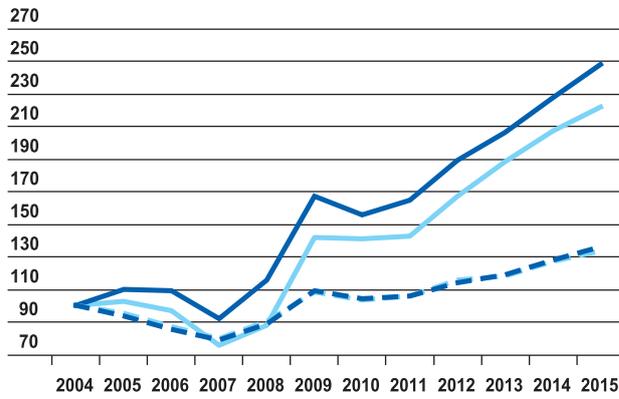


G 06 - Taux de chômage moyen annuel, en %



- Genève
- Vallée de l'Arve
- Vaud
- Chablais
- Genevois français
- Annecy

G 07 - Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés (4^e trimestre 2004 = 100)



- Chômeurs transfrontaliers Ain
- Chômeurs transfrontaliers Haute-Savoie
- Ensemble chômeurs Ain
- Ensemble chômeurs Haute-Savoie

Etablissements et emplois

Au 1^{er} janvier 2015, 23 000 établissements du secteur marchand non agricole sont en activité dans le Genevois français, un nombre en hausse de 7,2 % par rapport à l'année précédente. Cette progression est notamment portée par le tertiaire marchand (+ 7,2 %), qui regroupe les activités de commerce, transport et services divers, ainsi que par le secteur de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale (+ 9,3 %), qui représente cependant une plus faible part d'établissements. Le nombre d'établissements augmente également dans la construction (+ 6,5 %) et dans l'industrie (+ 4,6 %).

La plupart des établissements de la zone sont de petites unités. Ainsi, 71 % n'ont pas de salarié et 23 % en emploient entre 1 et 9. Seul 1 % des établissements comptent plus de 50 salariés. Ils concentrent cependant 38 % des postes salariés.

Dans la zone d'emploi du Genevois français, 44 % des postes salariés relèvent du tertiaire marchand. Le secteur des services non marchands en regroupe 32 % et l'industrie 16 %.

Dans le canton de Genève, en 2013⁴, on dénombre 38 000 établissements, 2,6 % de plus par rapport à 2012. Ces établissements groupent 358 400 emplois (salariés ou non ; 303 700 en équivalent temps plein).

Le secteur groupant l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale reste, comme les années précédentes, le plus grand : il représente 22 % des emplois du canton. Cette part importante en comparaison régionale s'explique en grande partie par le statut de métropole de Genève qui se traduit, entre autres, par la présence d'une université et d'un hôpital universitaire.

Les activités financières et d'assurance groupent également un grand nombre d'emplois : 30 200 en 2013, soit 8,4 % du total, en léger recul par rapport à 2012 (8,7 % ; 30 600 emplois). Les activités extraterritoriales, qui comprennent les organisations internationales, les ambassades, les consulats et les missions permanentes, représentent quant à elles 26 500 emplois.

⁴ Chiffres provisoires.

LOGEMENT

Début 2013, la zone d'emploi du Genevois français regroupe 201 000 logements. A la même période, on en dénombre 221 900 dans le canton de Genève et 35 700 dans le district de Nyon.

Le nombre de logements mis en chantier repart à la hausse dans le Genevois français, mais fléchit dans le canton de Genève

En 2015, le nombre de logements mis en chantier est reparti à la hausse dans le Genevois français. Ainsi, 4 300¹ logements y ont été commencés, dont les deux tiers en Haute-Savoie. Les mises en chantier progressent cependant un peu plus vite dans la partie Ain.

Dans le canton de Genève, 1 200 logements ont été mis en chantier en 2015², un chiffre inférieur à la moyenne observée entre 2000 et 2014 (1 500 mises en chantier par an). A moyen terme, le potentiel de construction de logements neufs est important. Le nombre de logements autorisés à la construction en 2015 se fixe à 2 400 et, à la fin de l'année, 3 300 logements sont en cours de construction. Bien qu'inférieurs à ceux de 2014 (- 10 % dans les deux cas), ces chiffres restent élevés par rapport aux moyennes enregistrées entre 2000 et 2014 (1 600 logements autorisés et 2 600 en cours de construction).

Dans le district de Nyon, le nombre de logements mis en chantier en 2014 (400) se situe largement au-dessous de la moyenne 2000-2013 (700 logements).

Les ventes de logements neufs se redressent dans le Genevois français

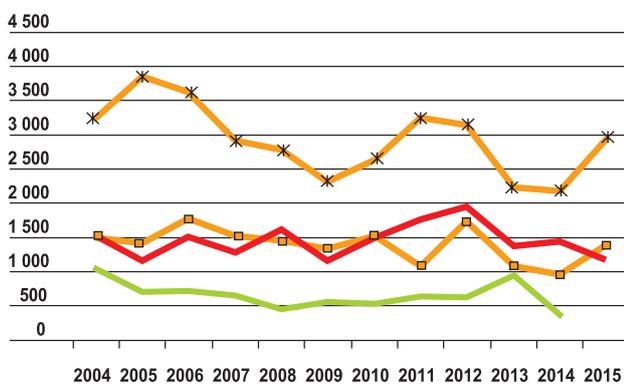
Après trois années de baisse, les ventes de logements neufs (réservations ayant fait l'objet d'un compromis) reprennent en 2015 (+ 21 % par rapport à l'année précédente). Cette dynamique s'observe dans les deux parties de la zone d'emploi. Un quart de logements collectifs supplémentaires ont été réservés par rapport à l'année précédente, tandis que le marché des maisons individuelles progresse seulement de 2 %. Les logements collectifs représentent toujours l'essentiel des ventes de logements neufs (87 %).

En 2015, les délais d'écoulement se sont légèrement réduits dans le collectif, passant de 20 à 16 mois en moyenne. En revanche, ils sont sensiblement les mêmes qu'en 2014 pour l'individuel, qui se stabilise à 15 mois en moyenne. Les logements individuels s'écoulent plus rapidement dans la partie Ain (12 mois en moyenne) que dans la partie Haute-Savoie (17 mois).

¹ Données en date de prise en compte.

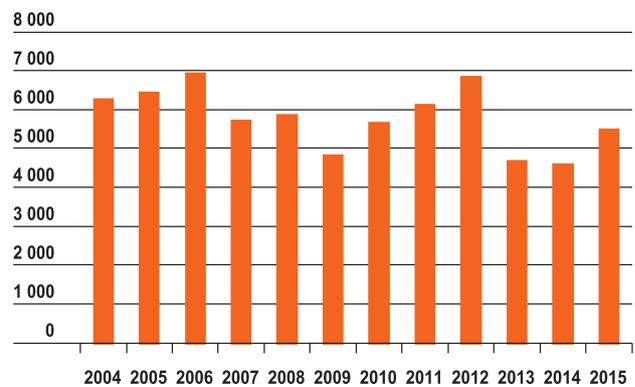
² Données provisoires.

G 08 - Logements commencés



■ Genevois français partie Ain ■ Genève
✕ Genevois français partie H-S ■ District de Nyon

G 09 - Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois (sans le district de Nyon)



En 2015, les prix stagnent ³ sur les deux segments du marché. Dans l'ensemble de la zone d'emploi du Genevois français, le m² neuf se négocie à 4 110 euros (4 390 francs suisses) en moyenne dans les logements collectifs. Le prix des maisons individuelles se situe à 363 000 euros (387 725 francs suisses). Les logements restent plus chers du côté de l'Ain. Un appartement neuf s'y vend en moyenne 4 460 euros le m², contre 3 940 euros dans la partie haut-savoiarde de la zone d'emploi. Le constat est le même pour les maisons neuves avec terrain. Le prix moyen d'un lot atteint 433 000 euros dans la partie Ain, contre 342 000 euros dans la partie Haute-Savoie.

A Genève, la valeur totale des transactions progresse en 2014 après une année 2013 peu dynamique

En 2014, 2 188 transactions immobilières ont été enregistrées dans le canton de Genève, représentant une valeur globale de 4,409 milliards de francs suisses ⁴ (4,127 milliards d'euros). Par rapport à 2013, année peu dynamique pour le marché de l'immobilier, le nombre de transactions augmente de 23 % et leur valeur de 5 %.

Le prix médian au m² des appartements neufs se fixe à 7 608 francs (7 121 euros). Il est inférieur de 11 % à celui de 2013. Pour les appartements non neufs, le prix médian au m² s'élève à 8 838 francs (8 272 euros), lui aussi en baisse par rapport à 2013 (- 5 %).

Le prix médian des maisons individuelles se fixe en 2014 à 1,650 million de francs (1,544 million d'euros). Il atteint 1,701 million de francs (1,592 million d'euros) pour les objets non neufs, qui constituent 77 % des ventes, et 1,585 million (1,484 million d'euros) pour les neufs (23 % des ventes). Cet écart de prix est notamment dû à la différence de surface moyenne de la parcelle sur laquelle la maison est sise : 384 m² pour les maisons neuves, contre 1 147 m² pour les non neuves.

Le parc locatif social augmente dans le Genevois français

Le parc locatif social du Genevois français comprend 22 200 logements au 1^{er} janvier 2015, répartis pour un tiers dans l'Ain et deux tiers en Haute-Savoie. Le nombre de logements sociaux augmente de 2 % par rapport à l'année précédente. La progression est plus importante dans la partie située dans l'Ain (+ 3,9 %) que dans celle de Haute-Savoie (+ 1,1 %). A titre de comparaison, la croissance du parc social s'établit à 1,6 % en Auvergne-Rhône-Alpes, à 2,3 % en Haute-Savoie et 1,8 % dans l'Ain.

Au 1^{er} janvier 2015, 98,0 % des logements sociaux du Genevois français sont occupés. Une très faible minorité (1,2 %) sont vacants. Les autres logements sont en cours ou en attente de rénovation, de vente ou de démolition.

Dans le canton de Genève, le parc de logements subventionnés (selon la loi sur le logement et la protection des locataires) rétrécit légèrement et passe de 18 570 logements en 2014 à 18 470 en 2015.

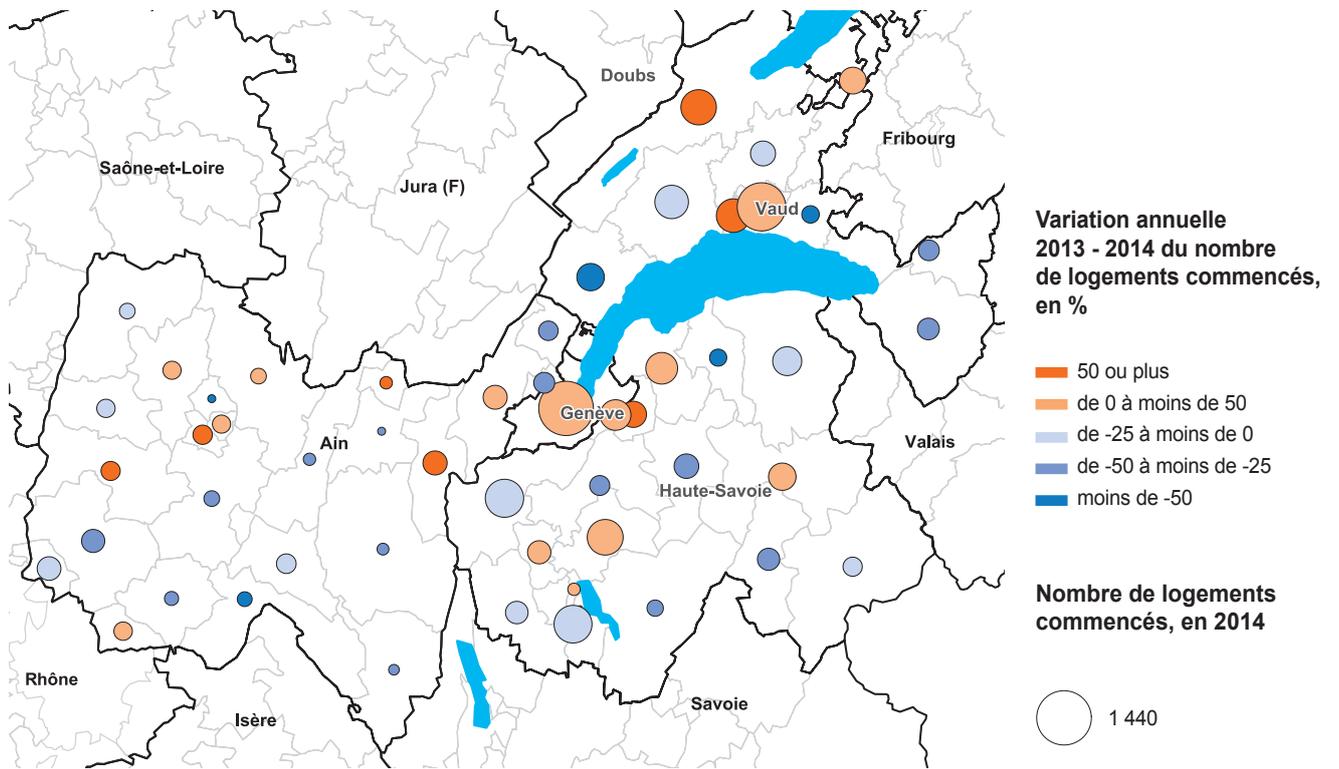
Résidences secondaires

En 2013, on dénombre 19 025 résidences secondaires dans le Genevois français. Leur volume est relativement stable depuis 1999 (+ 2 %) alors que le parc de logements est en pleine expansion du fait de la forte croissance démographique (+ 37 %, soit 54 000 logements supplémentaires). Les résidences secondaires représentent donc une part de plus en plus faible dans l'ensemble des logements de cette zone à vocation résidentielle (9,5 % en 2013 contre 12,7 % en 1999). La part des résidences secondaires est plus importante dans l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes (11,7 %), dotée d'un fort potentiel touristique lié aux nombreuses stations de ski présentes dans les massifs alpins (Mont Blanc, Giffre, Vanoise, Maurienne, ...).

³ Taux de change moyen en 2015 : 1 euro = 1,068 franc suisse.

⁴ Taux de change moyen en 2015 : 1 franc suisse = 0,936 euro.

C 04 - Construction de logements par canton (France) et canton ou district (Suisse)



Chiffres clés

	Territoire franco-valdo-genevois					Espace transfrontalier genevois		
	Total	Ain	Haute-Savoie	Genève	Vaud	Total (1)	ZE Genevois français	District de Nyon
Population (début d'année)								
2008	2 413 900	581 400	716 300	447 600	668 600	382 600	353 100	81 900
2013	2 589 700	619 500	769 700	470 500	730 000	957 000	397 000	89 400
Evolution annuelle moyenne 2008-2013	1,4 %	1,3 %	1,5 %	1,0 %	1,8 %	1,6 %	2,4 %	1,8 %
Emploi (fin d'année)								
2011	1 274 600	212 600	298 200	354 500	409 300	493 400	99 000	39 900
2012	1 290 200	212 700	301 800	357 600	418 100	499 400	100 700	41 100
2013	1 307 500	215 900	306 600	360 200	424 800	505 400	103 000	42 200
Evolution 2012-2013	1,3 %	1,5 %	1,6 %	0,7 %	1,6 %	1,2 %	2,3 %	2,7 %
Taux de chômage (4^e trimestre) (2)								
2012	n.d.	7,1 %	7,4 %	5,2 %	4,8 %	n.d.	7,3 %	4,1 %
2013	n.d.	7,0 %	7,3 %	5,5 %	5,1 %	n.d.	7,3 %	4,3 %
2014	n.d.	7,4 %	7,6 %	5,3 %	4,6 %	n.d.	7,8 %	3,3 %
2015	n.d.	7,3 %	7,4 %	5,6 %	4,7 %	n.d.	7,7 %	3,6 %
Nombre de logements commencés								
2012	16 500	4 600	6 000	1 900	3 900	7 400	4 900	600
2013	16 300	4 000	6 200	1 400	4 600	5 600	3 300	900
2014	15 300	3 600	5 800	1 400	4 400	4 900	3 100	400

(1) L'Espace transfrontalier genevois est constitué du canton de Genève, du district de Nyon et de la zone d'emploi du Genevois français.

(2) Les taux de chômage français et suisses se fondent sur des définitions différentes, ce qui rend leur comparaison délicate.

Source : Observatoire statistique transfrontalier

Liste et sources des graphiques et des cartes

- G 01 – Evolution de la population dans l’Espace transfrontalier genevois et le Grand Genève, depuis 1962
Source : INSEE – Recensement de la population (F), OCSTAT – Statistique cantonale de la population (GE), Statistique-Vaud (VD)
- G 02 – Evolution de la population (janvier 1999 = 100)
Sources : INSEE – Recensement de la population, Estimations de population (F), OCSTAT – Statistique cantonale de la population (GE), Statistique-Vaud (VD)
- G 03 – Evolution du nombre d’émigrés du canton de Genève, par destination (fin 1998 = 100)
Source : OCSTAT – Statistique cantonale de la population
- G 04 – Evolution de l’emploi (fin 2001 = 100)
Sources: INSEE – estimations d’emploi (F), OFS – Statistique de l’emploi (CH)
- G 05 – Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse, par lieu de travail (fin 2004 = 100)
Source : OFS – Statistique des frontaliers
- G 06 – Taux de chômage, moyenne annuelle, en %
Sources : INSEE (F), SECO (CH)
- G 07 – Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés (4^e trimestre 2004 = 100)
Source : Pôle Emploi
- G 08 – Logements commencés
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)
- G 09 – Logements commencés dans l’Espace transfrontalier genevois (sans le district de Nyon)
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)
- C 01 – Variation annuelle moyenne de la densité de la population, entre 2008 et 2013
Sources : INSEE - Recensement de la population (F), OFS - Statistique de la population (CH)
- C 02 – Part d’actifs travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises en 2013
Source : INSEE – Recensement de la population
- C 03 – Evolution du taux de chômage par zone d’emploi (F) et canton ou district (CH), entre 2009 et 2015
Sources : INSEE (F), SECO (CH)
- C 04 – Construction de logements par canton (F) et canton ou district (CH)
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)

Publications de l'Observatoire statistique transfrontalier

Fiches thématiques

- L'activité des aéroports de Lyon-Saint Exupéry et de Genève
(Fiche 4-2016), OST, 2016
- Projections démographiques 2016 - 2040 pour l'espace transfrontalier genevois
(Fiche 3-2016), OST, 2016
- La structuration du bassin franco-genevois par les flux domicile-travail
(Fiche 2-2016), OST, 2016
- L'agglomération genevoise en comparaison européenne :
résultats 2012-2013 de l'Audit urbain (Fiche 1-2016), OST, 2016
- Tissu productif : porté par le secteur des services marchands,
il affiche de forts contrastes territoriaux (Fiche 1-2015), OST, 2015
- Revenus fiscaux des ménages du Genevois français (Fiche 3-2014), OST, 2014
- Conditions d'habitation dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 2-2014), OST, 2014
- Parc de logements et bâtiments dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2014), OST, 2014
- Les ménages actifs de la zone d'emploi du Genevois français face au travail frontalier
(Fiche 4-2013), OST, 2013
- Profil des actifs transfrontaliers de la zone d'emploi du Genevois français
(Fiche 3-2013), OST, 2013
- La Genève transfrontalière en comparaison européenne: résultats de l'Audit urbain
2007-2009 (Fiche 2-2013), OST, 2013
- Précarité dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2013), OST, 2013
- Projections démographiques 2011-2040 pour l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2012), OST, 2012
- L'emploi dans les fonctions métropolitaines en Rhône-Alpes et en Suisse en 2008
(Fiche 12 2*), OST, 2011
- L'espace urbain franco-valdo-genevois en comparaison européenne (Fiche 01**), OST,
2010
- Migrations résidentielles de la Suisse vers Rhône-Alpes (Fiche 01*), OST, 2010
- Dix ans de développement économique (Fiche 12*), OST, 2010

Liste complète sur www.statregio-francosuisse.net

Synthèses annuelles

2002 à 2015

Cette Synthèse 2016 a été réalisée avec la collaboration des institutions ou services suivants :

Office fédéral de la statistique (OFS)

Statistique Vaud (STATVD)

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL)

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi d'Auvergne-Rhône-Alpes (DIRECCTE)

Direction des Statistiques, Enquêtes et Prévisions de Pôle Emploi

Caisses des allocations familiales (Cnaf et Caf).



CRFG
comité régional franco-genevois

Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier, qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT) et l'INSEE Auvergne-Rhône-Alpes. Statistique Vaud (STATVD) met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I afin d'en mesurer les effets, ceux-ci ne pouvant que grandir avec les étapes successives d'application, l'Observatoire répond aussi aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement : il s'attache à fournir une vision homogène et circonstanciée, sans rupture aux frontières. L'observation se fait à deux échelles : d'une part, le Territoire franco-valdo-genevois (les quatre entités institutionnelles) et, d'autre part, l'Espace transfrontalier genevois, composé du canton de Genève, de la zone d'emploi du Genevois français et du district de Nyon, qui peut donc être situé dans son cadre de référence institutionnel.

Pour ce faire, l'Observatoire statistique transfrontalier utilise les données de la statistique publique, les associe et les valorise dans le respect des règles de la profession et, le cas échéant, met en œuvre des techniques statistiques complexes pour élaborer des informations très spécialisées.

Pour toute information

Site web de l'OST : www.statregio-francosuisse.net

**Institut national de la statistique et
des études économiques**
Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes
165, rue Garibaldi
69401 Lyon Cedex 03
Téléphone : +33 9 72 72 4000
Messagerie : insee-contact@insee.fr
Internet : www.insee.fr

Office cantonal de la statistique (OCSTAT)
82, route des Acacias
Case postale 1735 - 1211 Genève 26
Téléphone : +41 22 388 75 00
Messagerie : statistique@etat.ge.ch
Internet : www.ge.ch/statistique

